

Het voorzitterschap van het Beheercomité wordt beurtelings waargenomen door de in het tweede lid, 1° en 2°, bedoelde regeringsvertegenwoordigers.

Art. 3. Het Beheercomité :

- 1° keurt het specifiek aanbod van de opleidingscentra goed;
- 2° selecteert de aanvragen om voorzieningen van de inrichtingen van het secundair technisch en beroepsonderwijs;
- 3° houdt toezicht op de uitvoering van het pedagogisch voorzieningsplan;
- 4° evalueert de in het raam van dit akkoord door de opleidingscentra uitgevoerde opleidingsacties;
- 5° verstuurt aan de Regeringen, na overleg met alle bij dit akkoord betrokken actoren, een globale jaarlijkse evaluatie alsmede ieder advies of voorstel die de in artikel 1 bedoelde doelstelling beter helpen bereiken.

Daarnaast bepalen enkel de in artikel 6, tweede lid, 1° en 2°, bedoelde vertegenwoordigers de toegangsvoorwaarden tot de voorzieningen voor het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs zoals bedoeld in artikel 8.

Het Beheercomité richt, in zijn midden, een technische cel op die instaat voor de operationele follow-up van de projecten.

Het Beheercomité neemt beslissingen op grond van een consensus. Indien geen consensus kan worden bereikt, dient een tweederde meerderheid van de stemgerechtigde leden te worden bekomen.

De Regeringen leggen de werkingsregels van het Beheercomité vast, alsmede de selectiemethodologie van de voorzieningsaanvragen en keuren het huishoudelijk reglement goed dat door het Beheercomité wordt voorgelegd.

Art. 4. In een streven naar maximale rendabiliteit wordt het pedagogisch materiaal dat is aangeschaft met de middelen van het Fonds voor het secundair technisch en beroepsonderwijs ter beschikking gesteld van het hoger onderwijs en van het onderwijs voor sociale promotie, volgens de modaliteiten die zijn vastgelegd door de leden van het Beheercomité bedoeld in artikel 6, tweede lid, 1° en 2°, en, onder meer, in de inrichtingen die worden gedeeld door het secundair technisch en beroepsonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 5. Onverminderd artikel 1, 2°, staan de regionale opleidingscentra open voor de leerkrachten uit het voltijds secundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs volgens de werkingsregels van deze centra.

Art. 6. Dit akkoord wordt gesloten voor de periode van één jaar. Het bedrag van het Fonds is het voorwerp van nieuwe onderhandelingen tussen de Regeringen van het Waals Gewest en van de Franse Gemeenschap volgens de regels voorzien in het Globaal Samenwerkingsakkoord van 22 juni 2000 en op grond van de evaluatie van het voorgaand jaar, zoals bedoeld in artikel 7, eerste lid, 5°.

Gedaan te Namen, op 4 juli 2000, in 4 originele exemplaren.

Voor het Waals Gewest :

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Tewerkstelling en Opleiding,

M. ARENA

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,

H. HASQUIN

De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,

P. HAZETTE



F. 2000 — 3137

[S - C - 2000/29426]

30 NOVEMBRE 2000. — Décret portant assentiment de l'accord de coopération du 4 juillet 2000 entre la Communauté française et la Région wallonne relatif aux programmes d'immersion linguistique (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'accord de coopération du 4 juillet 2000 entre la Communauté française et la Région wallonne, relatif aux programmes d'immersion linguistique, est ratifié.

Art. 2. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 30 novembre 2000.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

H. HASQUIN

Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de Promotion sociale,
W. TAMINIAUX

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL.

—
Note

(1) *Session 2000-2001.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 110-1. — Rapport, n° 110-2.

Compte rendu intégral — Discussion et adoption. Séance du 21 novembre 2000.

—
**Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française
relatif aux programmes d'immersion linguistique**

Vu les articles 1er, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1er, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération conclu le 22 juin 2000 entre la Communauté française et la Région wallonne portant sur le financement de la coopération dans le cadre de politiques croisées, sur les Fonds structurels européens et sur le développement des entreprises culturelles;

Considérant que ces dispositions permettent aux Communautés et aux Régions de conclure des accords de coopération qui portent notamment sur la gestion conjointe de services et institutions communs;

Considérant que la Région wallonne a fait de la formation professionnelle des jeunes un objectif majeur de sa politique générale de relance économique;

Considérant qu'il est nécessaire de favoriser l'apprentissage des langues pour les élèves de l'enseignement secondaire à discrimination positive ainsi que pour les régents de l'enseignement supérieur.

La Communauté française, représentée par son Gouvernement, en la personne de son ministre-président, Hervé Hasquin, du ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres, Pierre Hazette et de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Françoise Dupuis.

Et

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne de son ministre-président, Jean-Claude Van Cauwenberghe et de la ministre de l'Emploi et de la Formation, Marie Arena.

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Il est instauré, auprès de la ministre régionale de l'Emploi et de la Formation, un Fonds d'organisation de programmes d'immersion linguistique à destination des étudiants de l'enseignement de la Communauté française, ci-après dénommé « le Fonds ».

Art. 2. Le Fonds est doté, pour l'année 2000, d'un crédit de 25 millions de francs belges par la Région wallonne.

Les ressources du Fonds sont affectées à l'Enseignement secondaire, à concurrence de 75 % et à l'Enseignement supérieur à concurrence de 25 %.

Art. 3. Le Fonds est destiné à financer :

1° en ce qui concerne l'enseignement secondaire, toute action visant à favoriser l'apprentissage des langues en immersion pour les écoles à discrimination positive, notamment des stages en Communauté flamande ou germanophone, ou un pays étranger, des échanges de classes ou de professeurs, des échanges culturels...

2° en ce qui concerne l'enseignement supérieur, les programmes d'échange d'étudiants (régendats), notamment par l'engagement de personnel qui s'occuperait spécifiquement de ces programmes.

Les programmes visés ci-dessus pourront s'inscrire dans le cadre du programme européen SOCRATES (LINGUA).

La Communauté française prendra toutes dispositions nécessaires pour que les actions et programmes susvisés soient assimilés à la fréquentation scolaire classique.

Art. 4. Sans préjudice de l'article 3, 2°, alinéa 2, des financements complémentaires au Fonds peuvent être recherchés par les ministres compétents de la Communauté française auprès de tiers et notamment du Fonds social européen, par valorisation du Fonds dans le cadre des programmes Objectif 1 et 3 (enveloppe Communauté française).

Art. 5. Le Fonds est géré conjointement par un Comité de gestion du Fonds, ci-après dénommé « Comité de gestion ».

Le Comité de gestion est composé de :

1° trois représentants du Gouvernement wallon;

2° trois représentants du Gouvernement de la Communauté française;

3° un représentant de la direction générale de l'Economie et de l'Emploi et un représentant de l'administration de la Communauté française, avec voix consultative, chacun assurant alternativement le secrétariat.

La présidence du Comité de gestion est assurée alternativement par un des représentants visés à l'alinéa 2, 1° et 2°.

Art. 6. Le Comité de gestion a pour mission d'approuver les actions et les programmes d'échange qui lui sont soumis à l'initiative des ministres de la Communauté française compétents. Il établit et soumet son règlement d'ordre intérieur ainsi que les modalités pratiques de son fonctionnement à l'approbation des Gouvernements wallon et de la Communauté française.

Le Comité de gestion établira à l'intention des Gouvernements wallon et de la Communauté française un rapport annuel portant évaluation du présent accord.

Le Comité de gestion prend ses décisions par consensus. Lorsque celui-ci ne peut être atteint, il est requis une majorité des deux tiers des membres à voix délibérative.

Art. 7. Le présent accord est conclu pour une durée d'un an tacitement renouvelable selon les modalités prévues par l'Accord global de coopération du 22 juin 2000.

Fait à Namur, le 4 juillet 2000, en 5 exemplaires originaux.

Pour la Région wallonne,

Le Ministre-président,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
M. ARENA

Pour la Communauté française :

Le ministre-président,
H. HASQUIN

Le ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,
P. HAZETTE

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,
F. DUPUIS

VERTALING

N. 2000 — 3137

[C — 2000/29426]

30 NOVEMBER 2000. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest betreffende de intensieve taalprogramma's (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

Artikel 1. Het samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest betreffende de intensieve taalprogramma's wordt bekrachtigd.

Art. 2. Dit decreet treedt in werking op de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 30 november 2000.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met Lager Onderwijs, het Onthaal en de Opdrachten aan ONE,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Bijzonder Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdzaken, Openbaar Ambt en Onderwijs voor sociale promotie,
W. TAMINIAUX

De Minister van Jeugd- en Gezondheidszorg,
Mevr. N. MARECHAL.

Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 110-1. — Verslag, nr. 110-2.

Integraal verslag. — Bespreking en stemming. Zitting van 21 november 2000.

**Samenwerkingsakkoord tussen het Waals Gewest en de Franse Gemeenschap
betreffende de intensieve taalprogramma's**

Gelet op artikelen 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het samenwerkingsakkoord dat is gesloten op 22 juni 2000 tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest met betrekking tot de financiering van de samenwerking in het raam van het gekruist beleid, de Europese structuurfondsen en de uitbouw van de cultuurbedrijven;

Overwegende dat deze bepalingen de Gemeenschappen en de Gewesten toelaten samenwerkingsakkoorden te sluiten met betrekking tot het gezamenlijk beheer van gemeenschappelijke diensten en instellingen;

Overwegende dat het Waals Gewest de beroepsopleiding van jongeren tot het hoofddoel heeft gemaakt van zijn algemeen beleid voor economische heropleving;

Overwegende dat het noodzakelijk is het aanleren van talen te promoten bij de leerlingen uit het secundair onderwijs met positieve discriminatie alsook bij de regentaten uit het hoger onderwijs;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, Hervé Hasquin, van de Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren, Pierre Hazette en van de Minister van het Hoger Onderwijs en voor het Wetenschappelijk Onderzoek, Françoise Dupuis,

en

Het Waals Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van zijn Minister-President, Jean-Claude Van Cauwenberghe en van de Minister van Tewerkstelling en Opleiding, Marie Arena,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Er wordt, bij de gewestminister van Tewerkstelling en Opleiding, een Fonds voor de organisatie van intensieve taalprogramma's opgericht voor studenten uit het onderwijs van de Franse Gemeenschap, hierna « het Fonds » genoemd.

Art. 2. Het Fonds krijgt, voor het jaar 2000, een bedrag van 25 miljoen BEF toegekend door het Waals Gewest.

De middelen van het Fonds worden bestemd voor het secundair onderwijs ten belope van 75 % en voor het hoger onderwijs ten belope van 25 %.

Art. 3. Het Fonds staat in voor de financiering :

1° wat het secundair onderwijs betreft, van iedere promotieactie van intensieve taalprogramma's voor de scholen met positieve discriminatie, met name stages in de Vlaamse of Duitstalige Gemeenschap, in het buitenland, uitwisselingen van klassen of van leraren, culturele uitwisselingen, ...

2° wat het hoger onderwijs betreft, van uitwisselingsprogramma's voor studenten (regentaten), met name via de aanwerving van personeel dat zich specifiek met deze programma's inlaat.

Hogervermelde programma's kunnen passen in het raam van het Europees programma SOCRATES (LINGUA).

De Franse Gemeenschap neemt alle nodige maatregelen opdat de bovenstaande acties en programma's aangepast worden aan het klassieke schoolbezoek.

Art. 4. Onverminderd artikel 3, 2°, tweede lid, kunnen bijkomende financieringen voor het Fonds door de bevoegde ministers van de Franse Gemeenschap worden gezocht bij derden en meer bepaald het Europees Sociaal Fonds, door de valorisatie van het Fonds in het raam van de programma's van Doelstellingen 1 en 3 (enveloppe van de Franse Gemeenschap).

Art. 5. Het Fonds wordt gezamenlijk beheerd door een Beheercomité van het Fonds, hierna « Beheercomité » genoemd.

Het Beheercomité is samengesteld uit :

1° drie vertegenwoordigers van de Waalse Regering;

2° drie vertegenwoordigers van de Franse Gemeenschapsregering;

3° een vertegenwoordiger van het directoraat-generaal van Economie en Tewerkstelling en een vertegenwoordiger van het Bestuur van de Franse Gemeenschap, met adviserende stem, die elkeen beurtelings het secretariaat verzorgen.

Het voorzitterschap van het Beheercomité wordt beurtelings waargenomen door een van de in het tweede lid, 1° en 2°, bedoelde vertegenwoordigers.

Art. 6. Het Beheercomité keurt de acties en de uitwisselingsprogramma's goed die hem worden voorgelegd op initiatief van de bevoegde ministers van de Franse Gemeenschap. Het stelt een huishoudelijk reglement op alsook de praktische regelingen van zijn werking en laat beide goedkeuren door de Waalse Regering en de Franse Gemeenschapsregering.

Het Beheercomité maakt een jaarverslag op over de evaluatie van dit akkoord en overhandigt dit aan de Waalse Regering en de Franse Gemeenschapsregering.

Het Beheercomité neemt zijn beslissingen op basis van een consensus. Wanneer geen consensus mogelijk is, dient een tweederde meerderheid van de stemgerechtigde leden te worden bekomen.

Art. 7. Dit akkoord wordt gesloten voor een periode van één jaar en wordt nadien stilzwijgend verlengd volgens de bepalingen die zijn voorzien in het Globaal Samenwerkingsakkoord van 22 juni 2000.

Gedaan te Namen, op 4 juli 2000, in 5 originele exemplaren.

Voor het Waals Gewest :

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Tewerkstelling en Opleiding,
M. ARENA
Voor de Franse Gemeenschap :
De Minister-President,
H. HASQUIN
De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,
P. HAZETTE
De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
F. DUPUIS.



F. 2000 — 3138

[2000/29423]

30 NOVEMBRE 2000. — Décret relatif à l'octroi de subsides aux associations idéologiques ou politiques auxquelles peuvent être confiées des émissions de radio ou de télévision à la radio-télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. « § 1er. Les associations représentatives idéologiques ou politiques auxquelles le conseil d'administration confie des émissions de radio ou de télévision en vertu de l'article 7 du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la radio-télévision belge de la Communauté française (RTBF) peuvent être subventionnées par le Gouvernement.

Cette subvention est exclusivement destinée à couvrir les frais de réalisation et de production de ces émissions.

§ 2. Le Gouvernement répartit, annuellement, l'allocation budgétaire destinée à cette fin entre les associations idéologiques ou politiques reconnues qui en font la demande en faisant application du système de la représentation proportionnelle des groupes politiques reconnus au sein du Conseil de la Communauté française au 31 décembre de l'année qui précède l'année au cours de laquelle l'allocation est répartie.

§ 3. Les demandes de subvention sont introduites, au plus tard le 31 mars de l'année au cours de laquelle l'allocation est répartie, par lettre recommandée à la poste, auprès du secrétaire général du ministère de la Communauté française.

§ 4. Les subventions sont liquidées en deux tranches. Une première tranche de 75 % de la subvention totale est liquidée après décision du Gouvernement. Une seconde tranche de 25 % de la subvention totale est liquidée sur présentation d'un rapport d'activités qui mentionne comment a été utilisée la subvention ».

Art. 2. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le ministre qui a l'Audiovisuel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 30 novembre 2000.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

Le Ministre de la Jeunesse,
de la Fonction publique et de l'Enseignement de Promotion sociale,
W. TAMINIAUX

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note